

Trait d'Union

Le bulletin des membres
et des militants du R.W.F.-R.B.F.

Belgique – België
P.P.
1420 Braine-l'Alleud
n°6/68910
N° d'agrément :
P701163

RASSEMBLEMENT WALLONIE – FRANCE Rassemblement Bruxelles – France

**BELGIQUE
FINISSANTE :
LE TEMPS
DES
CONTRADICTIONS
ET DES
BLOCAGES**

Editorial	
du Président	p. 2
Résultats du R.W.F	
aux élections	p. 6
Un Congrès réussi! ..	p.12
Echos de Flandre	p.17
Echos de France	p.17
Comment	
se (ré)affilier?	p.20



Trimestriel – Septième année
Numéro 27

Juillet-Août-Septembre 2007

Parution :
mars - juin - septembre - décembre

Bureau de dépôt : Braine-l'Alleud

Editeur responsable :
Joël Goffin, 14, rue Bayard
1420 Braine-l'Alleud

<http://rwf.be>

Courriel : rwf@rwf.be

Belgique finissante : le temps des contradictions et des blocages



Editorial de Paul-Henry GENDEBIEN, Président du R.W.F.

Au soir des élections du 10 juin 2007, le R.W.F. affichait des résultats globalement positifs, en augmentation significative dans certaines provinces telles que Namur, le Hainaut ou le Luxembourg. Certes, on peut légitimement estimer qu'ils ne progressent pas assez vite. Il n'en reste pas moins que notre influence est de plus en plus perceptible dans l'opinion publique. Celle-ci sait désormais - malgré les censures de toutes sortes - que le R.W.F. existe, que l'avenir même de l'Etat belge est gravement menacé. Mais elle sait aussi que la Wallonie ne restera pas orpheline dès lors que la solution française est à portée de mains.

Bien davantage que la presse indigène, la presse européenne s'est intéressée à nous et nous a donné la parole : je songe en particulier à France 3 Lille, à Europe 1, à France Culture, au Figaro et au Monde, à La Republica de Rome, à RTL Hollande, à la Radio Nationale allemande... Il est clair que l'Europe commence à prendre conscience de la fêlure fatale de l'Etat belge et que le R.W.F. est pris au sérieux en raison de la qualité de ses analyses et de l'importance de son projet réunioniste.

En Wallonie et à Bruxelles, la distribution de plus de 1.250.000 journaux électoraux et tracts nous a permis de diffuser très largement un message de vérité et d'espoir qui portera inévitablement ses fruits dans l'avenir.

La Flandre a voté « flamand », les francophones ont voté « belge » !

Le nouveau Parlement fédéral qui n'a plus de belge que le nom est à l'image de la Belgique : un orchestre cacophonique qui ne pourrait être dirigé que par un chef schizophrénique et donc

introuvable. Une fois de plus, les Wallons et les Bruxellois ont voté « belge » alors que l'électorat flamand votait « flamand » et se donnait une représentation de plus en plus « noire ».

En Flandre, la droite extrême, nationaliste, séparatiste, s'est lourdement renforcée. Elle est nettement majoritaire au Parlement. Il y a 88 députés flamands sur 150. Le CD&V (25), la NV-A (5), le Vlaams Belang (17), la liste Dedecker (5), une partie du S.P.A (Spirit notamment) et du VLD sont « autonomistes », confédéralistes « honteux » ou indépendantistes avérés. Cela donne plus de soixante députés flamands déterminés à progresser dans la voie du dépeçage de l'Etat fédéral.

Contrairement aux « anciens Belges » pleurnichards qui peuplent les partis traditionnels francophones, nous ne verserons aucune larme de crocodile sur le sort du futur ex-Etat belge. Laissons cela aux ayatollahs belgicains qui, à l'instar d'un Francis Delpérée ou d'un Armand De Decker, paniquent devant la montée du séparatisme flamand et espèrent le repousser par des incantations et autres exorcismes aussi vains que dérisoires.

La chute du PS ne s'explique pas seulement par « les affaires ».

Le recul socialiste ne s'explique pas seulement par cet incroyable mélange de corruption et d'incompétence qui est le signe d'une nouvelle maladie, « la wallonite aigüe ». Il trouve aussi son origine dans les positionnements idéologiques et politiques d'un parti essentiellement pouvoiriste, qui n'est plus vraiment ni socialiste ni wallon. Sur ce point, M. Guy Spitaels vient nous rejoindre dans une analyse qui est la nôtre depuis longtemps. A juste titre, M. Spitaels reproche à M. Di Rupo son belgicisme forcené et son monarchisme dévot. « Cessez, lui a-t-il fait savoir par ses déclarations au journal Le Soir, de parler de « nos amis flamands » et de « Sa Majesté le Roi ».

A l'intention du cumulard montois, nous ajouterons : « *Cessez de faire croire aux Francophones que vous êtes leur bouclier contre la Flandre et que vous allez sauver la Belgique!* »

« Cessez de maintenir la Wallonie dans le chômage et de l'enfoncer dans un régime participatif singulièrement peu démocratique. » « Arrêtez de prêter main forte au démantèlement de nos services publics, de politiser notre administration, d'abîmer l'image de la Wallonie avec la « daerdenmania » et autres facéties... »

Les vacances... un bon moment pour capituler.

A l'heure où j'écris ces lignes (25 juin), la situation donne tous les signes de l'incertitude : tétanisée par le spectre du flamingantisme, la pseudo-société politique belge fait traîner la négociation pour gagner du temps, pour fatiguer le goujon wallon et le capturer plus aisément pendant les torpeurs de la canicule. Le Palais Royal et les partis officiels espèrent ainsi transformer l'inquiétude francophone en assouplissement, et ensuite en capitulation.

Mais la Flandre est nerveuse. Elle n'aime plus la Belgique et méprise la Wallonie. Elle veut avancer dans le dépeçage de l'Etat. Les Francophones font mine de s'y opposer. Mais sous peine d'implosion de ce qui subsiste de Belgique, ils devront s'y résoudre s'ils veulent quelques instants de répit. Les Saxe-Cobourg et le « quatuor impuissant » (Reynders, Di Rupo, Milquet, Javaux) auront beau demander à la Flandre : « *Encore une minute, Monsieur le Bourreau...* », rien n'y fera il faudra bien apaiser l'appétit flamand.

M. Leterme, qui ne peut plus cacher son double langage, n'acceptera pas d'être Premier ministre s'il n'obtient pas des avancées très importantes vers « davantage de Flandre » et donc « moins de Belgique ».

Les partis officiels francophones vont se livrer à leurs habituelles rodomontades. Au-delà de ces gesticulations, ils n'éviteront pas le plus cruel des dilemmes : céder à la menace flamande et accepter une forte dose de séparatisme, ou bien ne pas céder et s'exposer, dans ce cas, aux repréailles explosives du Nord.

Monsieur Leterme n'est pas vraiment un homme libre !

On ferait bien de s'aviser que M. Leterme pourrait échouer dans son éventuelle marche vers la rue de la Loi. M. Leterme n'est pas vraiment un homme libre. Il est menacé par le chantage habile

et déterminé d'une NV-A tenue d'une poigne de fer de Geert Bourgeois. Si d'aventure le CDV en venait à faiblir dans sa posture flamingante, alors la NV-A pourrait s'empreser de le larguer et reprendrait langue avec Jean-Marie Dedecker.

Aujourd'hui, deux nouveaux partis séparatistes ont fait leur entrée au Parlement fédéral. Il s'agit de la NV-A (cinq députés et deux sénateurs) et la liste Dedecker (cinq députés et un sénateur). Ensemble, ces deux formations pèsent environ 500.000 voix aujourd'hui et si demain elles s'associaient, elles pourraient engranger beaucoup plus d'électeurs et de sièges.

Une éventuelle rupture avec la NV-A serait fatale au CD&V de M. Leterme. Cette rupture serait suivie de la création d'un grand parti nationaliste capable de faire jeu égal avec le Vlaams Belang et le CD&V à l'occasion du scrutin régional de 2009. Voilà pourquoi Mme Milquet est traitée avec mépris par son coreligionnaire Leterme...!

Les intérêts de la Flandre sont incompatibles avec ceux de l'État belge finissant. Un choc brutal s'annonce entre deux États rivaux sur un même territoire, là où il n'y a place que pour l'un d'eux. Choc entre un État flamand qui s'affirme et un État belge qui s'efface. C'est le plus faible qui disparaîtra et on voit bien que c'est la Belgique qui est l'homme fragile et malade.

L'Europe aura beau se répandre en remontrances moralisatrices. Sa bureaucratie impuissante ne pourra rien empêcher. Qu'on le sache : le désordre politique qui pourrait un jour s'emparer des ex-territoires belges, voire le désordre tout court, ne seront finalement évités ou contournés que par une implication directe de la France, conduisant naturellement à notre immersion dans la République. Ce jour viendra car le moment approche où il ne sera plus possible de constituer un gouvernement belge capable d'agir. De cette paralysie, la Flandre tirera ses propres conclusions. Elle prendra alors son destin en mains.

A nous d'être les acteurs de l'histoire, la nôtre ; à nous autres Wallons et Bruxellois de refuser enfin d'être les objets et les victimes des événements.

La mission du R.W.F. ne fait que commencer. Restons sur le pont!

Résultats électoraux du R.W.F. : évolution de 2003 à 2007

	2003 Chambre	2003 Sénat	2004 Régionale
Wallonie + BHV	25.416	27.424	
Wallonie	22.732 (1,15)	24.344 (1,22)	20.019
BHV	2.635	3.036	
Bruxelles (19 communes)	2.150 (0,32)	2.327	1.575 (0,35)
Hal-Vilvorde	485 (0,1)	609	
Hainaut (prov.)	10.026 (1,38)	11.081 (1,5)	8.008 (1,15)
Namur (prov.)	2.694 (1,0)	2.752 (1,0)	2.698 (1,0)
Liège (prov.)	5.192 (0,86)	6.014 (1,0)	5.127 (0,9)
Brabant wallon (prov.)	2.886 (1,3)	2.727 (1,2)	2.436 (1,1)
Luxembourg (prov.)	1.934 (1,2)	1.697 (1,1)	1.750 (1,2)
A l'étranger			

	2006 Provinciales	2007 Chambre	2007 Sénat
Wallonie + BHV		26.420	32.094 (1,3)
Wallonie	25.190 (1,13)	23.842 (1,2)	29.479 (1,5)
BHV		2.184 (0,3)	2.397 (0,3)
Bruxelles (19 communes)		1.703 (0,3)	1.824 (0,3)
Hal-Vilvorde		483 (0,1)	573 (0,1)
Hainaut (prov.)	9.241 (1,3)	9.805 (1,3)	12.785 (1,7)
Namur (prov.)	2.438 (partiel)	4.146 (1,4)	4.813 (1,7)
Liège (prov.)	8.712 (1,4)	5.145 (0,8)	6.541 (1,1)
Brabant wallon (prov.)	3.195 (1,4)	2.735 (1,2)	3.057 (1,3)
Luxembourg (prov.)	1.127 (partiel)	2.011 (1,2)	2.206 (1,4)
A l'étranger		255	295

Résultats en voix dans les 97 cantons wallons

Cantons	Régionales 2004	Provinciales 2006	Chambre 2007	Sénat 2007
Andenne	147		253	344
Antoing	90		118	152
Arlon	165	327	267	293
Ath	235	609	278	338
Aubel	33	53	32	54
Aywaille	238	323	223	303
Bassenge	126	321	165	210
Bastogne	45		80	92
Beaumont	148	168	165	239
Beauraing	58	68	113	132
Beloeil	107	440	257	256
Binche	567	564	447	658
Bouillon	44		41	40
Boussu	456	400	493	636
Celles	21	49	30	37
Charleroi	1281	972	1579	2043
Chimay	81	100	101	153
Chièvres	51	171	86	107
Châtelet	485	487	656	871
Ciney	135	355	201	234
Comines-Warneton	39		67	87
Couvin	106		201	245
Dinant	249	192	291	297
Dison	72	124	72	84
Dour	309	408	486	609
Durbuy	56		59	58
Eghezée	176		214	230
Enghien	89	88	134	179
Erezée	50		45	56
Estaimpuis	38	87	87	105
Etalle	168	123	163	206

Rassemblement Wallonie-France

Eupen	53		34	47
Fauvillers	4		8	12
Ferrières	29	49	21	29
Flobecq	53	100	58	91
Florennes	51		97	119
Florenville	105	88	119	135
Fléron	415	644	501	606
Fontaine-l'Evêque	398	558	523	666
Fosses-la-Ville	234	784	384	433
Frameries	201	237	267	338
Frasnes-Lez-Anvaing	41	98	36	49
Gedinne	56	42	92	110
Gembloux	416	428	626	748
Genappe	160	212	198	214
Grâce-Hollogne	228	345	220	276
Hannut	132	173	130	170
Herstal	125	380	133	161
Herve	109	143	71	105
Houffalize	18		33	37
Huy	401	579	366	492
Héron	70	56	48	59
Jodoigne	226	279	242	274
La Louvière	436	327	426	597
La Roche-en-Ardenne	22		49	58
Le Roeulx	64	47	49	75
Lens	78	99	81	108
Lessines	74	82	141	179
Leuze-en-Hainaut	57		91	119
Limbourg	143	204	157	184
Liège	868	1503	941	1222
Malmedy	164	221	79	114
Marche-en-Famenne	50		113	116
Merbes-le-Château	228	206	197	267
Messancy	99	208	145	175

Rassemblement Wallonie-France

Mons	581	490	722	957
Mouscron	134		249	297
Namur	766	924	1214	1383
Nandrin	259	322	189	228
Nassogne	18		32	28
Neufchâteau	124		113	142
Nivelles	962	1275	1212	1353
Paliseul	110		104	120
Perwez	140	194	141	194
Philippeville	115		201	224
Péruwelz	69		123	133
Rochefort	47	122	54	69
Saint-Hubert	59		54	56
Saint-Nicolas	179	259	170	204
Saint-Vith	32		12	24
Sainte-Ode	17		22	20
Seneffe	456	666	539	674
Seraing	276	1011	374	411
Soignies	295	371	371	487
Spa	295	641	312	365
Stavelot	157	297	137	199
Thuin	458	628	518	718
Tournai	398	789	421	560
Verlaine	62	72	55	61
Verviers	397	486	355	476
Vielsalm	84		105	122
Virton	463	381	400	369
Visé	59	202	112	147
Walcourt	142		201	245
Waremme	205	304	224	310
Wavre	948	1235	929	1022
Wellin	49		52	71

Les voix de préférence de nos candidat(e)s

Sénat

GENDEBIEN Paul-Henry	6262
THIRY Lise	2138
JAMART Jean-Sébastien	1206
DENIS Guy	1123
SWENNEN René	1122
WILMET-DELBART Anne-Rosine	1059
DEHAYBE Liliane	1012
STAQUET-PUYLAERT Anne-Marie	904
CONRARDY Jean-Paul	886
BERTINCHAMPS Jocelyne	869
IZQUIERDO-PRIETO Eve	845
SCHREURS André	839
HELLIN Jean-Pierre	813
SIRAUT Thierry	767
JALLET Marc	751
HOREMANS Jean-Marie	750
JOSSART Geneviève	747
LOVENS-DEJARDIN Miette	720
PALIGOT-GUILLAUME Marie-France	683
FERIER Gaëtane	570
ARAUXO Muriel	563
DELHAIE André	561
LEHYME Francine	535
SAINTENOY Willy	526

Brabant wallon

BROGNIET Laurent	334
BRACQUE Brigitte	212
THAYSE Claude	138
SNOW-HURCHON Catherine	113
SCHMITZ Laurent	107
SCHUMAKER Edouard	93
BARY Pierre	88
MEURICE Laurence	86
OLEFFE Benoît	73
VERRIEST Sylviane	67
CHARLES Magda	65

Bruxelles

WILMET Marc	365
WILQUET-DALOZE Marie-Claire	160
GENDEBIEN Clara	127
LENAERTS Philippe	104
CORNIL Martine	92
DEVOSSE Myriam	80
ROGISSART Jacques	79
MULLER Roland	78
ACHAHBAR Hicham	78
MICHAUX Mireille	73
GOSSET Noëlle	72
PANICHELLI Francis	68
CARNOY Norbert	65
VANDEUREN Fabienne	61
LATOURE Marie-Paule	59
ERNOTTE Philippe	57
FRANCKSON Robert	57
GRES Jean-Pierre	53
de MIOMANDRE Marie	52
EL AAJJAL Adra	50
LISON Pierre	49
JACQUEMOTTE Michèle	49
DELARBRE Marie-Louise	48
DE TROY Jean-Pierre	46
De DURANT-de PREMORÉL- DONTAINE Esther	45
CERESSIA Dominique	45
MASSART Robert	44
BERTHELOOT Sophie	42
BREES Marie-Louise	41
DUFRANÉ Jean	38
BUYDENS Jean-Pierre	32
MASSENAUX Guy	32
MEURICE Dominique	32
MASSON Claude	29

Hainaut

WATTIEZ Freddy	1048
GENDEBIEN-DESMET Estelle	525
MARQUEBREUCQ Jean-Noël	314

Rassemblement Wallonie-France

STAQUET Jean-Pol	283
TRAMASURE-TOLLEBECK	274
DERBAUDRENGHIEN Thierry	248
DUPONT Katia	226
LEBLANC Yves	208
PIERARD Guy	206
GRENIER Jean	188
BUXANT Karin	180
MOLINGHEN Claire	177
DE SUTTER Céline	171
LAMBERMONT Jacqueline	166
DEJARDIN Philippe	162
MAURAGE-LISSE Marie-Alice	158
LEONARD Jeanine	140
DEHON Patricia	139
HASSELIN Max	135
ARAUXO Robert	133
ROGER Rudy	132
MARTIN Jean-Claude	129
WIARD-BOURGEOIS Claudine	117
BERTOCCO Renato	111
BERNIER Nelly	107
CELLOT Dina	95
ALEXANDRE Henri	90
LAURENT Chantal	89
LECOCQ Monique	88
LAFORGE Luc	76

Liège

PIERLOT Yves	683
POLIS Gaëlle	288
HENRARD Eric	226
GROSJEAN Marie-Claire	214
JENNIGES Sophie	179
TOURNAY Céline	172
REGIBEAU Georges	171
PIETTE Marcel	166
MATRIGE Jean-Claude	150
GRIGNARD Steve	147
CARNOY Anne-Sophie	147

CONRARDY Jacques	144
LOUMAYE Monique	138
COLLARD Clément	135
DEHON Simone	125
D'HEUR Jean-Alexis	124
GASPAR-LAMEERE Marianne	114
ROMAIN Chantal	113
DEHALU Marcel	109
DEDOYARD Jean-Marie	101
ERNOTTE-VALLEE Marie-Hélène	99
SCOHY-VRANCKEN Monique	94
WESMAEL Monique	84
CHARLES Georges	73

Luxembourg

MUNAUT Paul	455
GENDEBIEN Jean-Matthieu	294
ANDRE Axelle	247
TALBOT-JACQUEMOTTE Léona	224
SWIDERSKI Alain	202
BARTHOL Sylvie	170
NAVIAUX Nadia	165
HERMAN René	158
REN Francine	154
RAEKELBOOM Serge	116

Namur

HOLSBECKS Jeannine	609
DEMOULIN Brigitte	382
MARTENS Michel	355
CLAES Bernard	353
ROSSEEUW Stéphanie	294
CLAISSE Simon	260
ADAM José	252
PIROTTE Arnaud	246
COLLARD Laurette	233
ANDRE Annie	217
PINNOY Roland	173
NAUWELAERTS Yvonne	166

Un Congrès réussi

Le 19 mai dernier s'est tenu à Liège le 8^e Congrès du R.W.F. organisé dans la perspective des élections du 10 juin. Présidé avec une autorité efficace et souriante par M^{me} Liliane DEHAYBE, il a réuni quelque 240 candidats et militants. De l'avis général, un des meilleurs Congrès du R.W.F., caractérisé par la ferveur et l'attention soutenue des participants. On nota aussi la qualité et la diversité des interventions à la tribune. Après les mots de bienvenue prononcés par Yves PIERLOT, président de l'arrondissement de Liège, le Congrès a pu entendre les discours de Serge HAVET (Mons), Geneviève JOSSART (Luxembourg), Roland MULLER (Bruxelles), André SCHREURS (Liège), Bernard CLAES (Namur), Etienne THIENPONT (Paris), Freddy WATTIEZ (Hainaut Occidental) et Nathalie TRAMASURE-TOLLEBECK (Hainaut).

Après le message du Secrétaire Général Laurent BROGNIET, le Congrès entendit le discours de clôture du président Paul-Henry GENDEBIEN. La place nous manque pour citer tous les exposés. Nous avons sélectionné quelques extraits de certaines interventions.



Bernard CLAES, président de l'arrondissement de Namur (candidat premier suppléant à la Chambre) :

«Je suis arrivé au R.W.F. en août 2006, porteur de quelques signatures d'électeur présentant et dans la foulée d'un désistement, j'ai accepté d'être candidat aux provinciales.

Depuis, président de l'arrondissement de Namur, je suis déjà un ancien militant qui participe à un maximum d'activités de la famille R.W.F.

Parce que le R.W.F. est une famille avec tout ce que cela comporte, mais c'est surtout une famille de femmes et d'hommes qui partagent un idéal, qui paient de leur personne et de leur porte-monnaie pour faire progresser leur idéal.

Parce que le R.W.F., c'est un projet de société, un projet humaniste, un projet social qui laisse l'économie à sa juste place, qui prétend que le service public doit le rester, un projet écologique qui respecte

la dignité de chacun, un projet d'avenir qui a foi non en l'Europe de la finance mais en l'Europe de l'homme.

Une Europe composée d'États responsables qui respectent leur voisin, qui protègent les minorités.

Et au sein de cet Europe, une Wallonie unie à Bruxelles, toutes deux réunies à la France, unies au pays de la LIBERTÉ.

Le R.W.F. c'est une Wallonie qui retrouve le goût d'entreprendre, l'envie d'oser, une Wallonie déterminée à défendre un projet de société nouvelle et donc révolutionnaire.

Ce programme et il n'y a qu'un parti politique qui le propose, qui le défend, c'est nous le R.W.F.!

Voilà pourquoi j'ai adhéré au R.W.F. et pourquoi je suis candidat... »



Nathalie TRAMASURE-TOLLEBECK (arrondissement de Charleroi, 4^e candidate effective à la Chambre, Hainaut) :

« Qui peut aujourd'hui sérieusement ne pas reconnaître que ce pays se délite, sous la pression et l'oppression du monde politique flamand dont le crédo est : « prendre au peuple wallon et francophone ce qui est bon, et le jeter pour le surplus ».

La démocratie vacille, la meilleure preuve en est que ce que l'on appelle les « petits partis » sont véritablement exclus des médias, ce qui est tout simplement inadmissible.

Les élites politiques wallonnes et francophones nous bassinent des propos rassurants et endormants, éludant les vrais débats et les confrontations qu'elles considèrent « gênantes ». Les mêmes osent faire croire à nos concitoyens qu'il existe encore une « loyauté fédérale » : on plante des arbres ensemble, c'est très joli, et donc tout va bien ?! Monsieur DI RUPO croit-il sérieusement que cet arbre cachera la forêt ???

On essaye aussi de nous faire croire que l'un des enjeux majeurs des prochaines élections législatives serait l'attribution du poste de Premier Ministre à un Francophone : c'est évidemment un leurre, une façon de cacher les lourdes et graves manœuvres qui se préparent au détriment des Wallons et des Bruxellois francophones.

Ne nous y trompons pas : notre chaîne radiotélévisée publique, la RTBF pour ne pas la nommer, a osé diffuser un « docu-fiction » le 13 décembre 2006 : il a provoqué un véritable « tsunami politique », davantage qu'un ébranlement véritable de la population.

Je suis en effet convaincue que nos politiciens francophones y ont vu en réalité une trop belle opportunité, pour depuis lors nous faire « manger du belge » à toutes les sauces. Le « rouge » qui prédomine sur toutes les images ertébéennes depuis la nuit des temps a été remplacé par du « noir-jaune-rouge », et l'on ne compte plus les émissions créées uniquement pour tenter de sauver l'esprit belge, le stupide « melting pot café » en étant un exemple à la fois édifiant et affligeant... »

André SCHREURS, porte-parole du groupe Liège-France (suppléant sur la liste du Sénat du R.W.F., Liège) :

Au Congrès wallon de 1945, Charles Plisnier termina son discours par ces, mots : « Si le fédéralisme échoue, nous dirons : « France, au secours et, croyez le, elle viendra ». Ce qui suscita une ardente Marseillaise chantée par toute l'assistance devant le Bureau debout.

Eh bien, mes amis, nous en sommes là : le fédéralisme a échoué et nous faisons appel à la Patrie. Car la France est notre vraie patrie, notre vraie nation. Le Congrès wallon de 1957 n'a-t-il pas proclamé « la fierté du peuple wallon de faire partie intégrante de la Nation française », ce qui valut au grand européen Jean Rey, assis au premier rang, une interpellation à la Chambre de la part du PSC ?

La France que nous aimons, à laquelle nous appartenons, ce n'est celle ni d'une époque, ni d'un président ou d'une présidente, c'est la France de toujours, qui n'a vraiment été incarnée que par un seul homme, Charles de Gaulle. Pour nous comme pour lui, elle est éternelle. »

Freddy WATTIEZ, ancien bourgmestre de Bernissart, (1^{er} effectif sur la liste de la Chambre en Hainaut) :

« Citoyennes, Citoyens,

« Mais qui c'est celui là ? » chante Pierre Vassiliu.

Je vais brièvement me présenter puisque j'ai été désigné par les différents présidents d'arrondissements du Hainaut et notre président Paul-Henry Gendebien pour conduire la liste des candidats



pour la Chambre des Représentants de la circonscription hennuyère. Jusqu'aux dernières élections communales, j'étais maire socialiste de Bernissart, une commune de 11.500 habitants, située aux confins du Tournaisis et du Borinage et frontalière avec la France.

Je ne m'étendrai pas sur les méthodes staliennes ni sur les comportements scandaleux qui ont été utilisés pour m'écarter de la liste PS, je dirai que mes opinions n'étaient plus en phase avec la ligne du parti de M. Di Rupo.

Interrogé fin 2005 par la minorité sur les raisons pour lesquelles il n'y avait pas eu de manifestations dans la commune à l'occasion du 175^e anniversaire de la Belgique et sur l'absence de portrait de la famille royale dans la salle du conseil, j'avais clairement affiché mes convictions républicaines.

Rappelant la célèbre lettre au Roi de Jules Destrée, le «Walen buiten» de Louvain, la Question royale, je disais qu'à brève échéance, comme dans un couple en crise, le divorce avec la Flandre était inévitable.

Je ne trahissais pas les idéaux des socialistes qui ont siégé pour la première fois au conseil communal de Bernissart en 1921. L'échevin Cuisinier, avait déclaré au nom de son groupe «que ses membres ont prêté le serment dans la forme imposée par la loi sans cependant vouloir abdiquer leurs convictions socialistes, républicaines et révolutionnaires.»

La presse régionale a titré sur mes déclarations républicaines et rattachistes. Approché par notre Président, c'est avec soulagement et honneur que j'ai rejoint le Rassemblement Wallonie-France en mai 2006 et je m'y sens bien...»

Laurent BROGNIET, Secrétaire Général du R.W.F. (1^{er} effectif à la Chambre, Brabant Wallon) :

«La réalité, c'est bien que la Belgique politique n'existe plus. Sinon, comment, par exemple, expliquer le fait que le plan Anciaux de dispersion des vols soit toujours d'application. Personne n'ose prendre l'initiative, personne ne décide ! Pire, personne ne fait appliquer la Loi (les astreintes ne sont pas réclamées, et si elles l'étaient, le Ministre Landuyt a déjà fait savoir qu'il ne les paierait pas). La Wallonie



n'est même pas associée aux discussions, un comble lorsque l'on sait que certains jours ont ne peut plus s'entendre dans les jardins, de Braine-l'Alleud, Waterloo, La Hulpe, Grez-Doiceau, Chaumont-Gistoux, ...

Et lorsqu'un citoyen interpelle le maire d'une de ces communes au cours d'une permanence, il s'est entendu répondre par une voix excédée : « Ah non ! Vous n'allez pas encore m'emmerder avec ces avions ! » Mais qu'est ce que c'est que cette république bananière ?

Nous ne vivons plus dans un état de droit car, comme au mikado en fin de partie, plus personne parmi les joueurs n'ose toucher un bâtonnet de peur de faire crouler l'édifice. (...)

Oui mes amis, nous avons soif de bonne gouvernance, soif de grandeur, soif de respect, soif de démocratie et donc soif de République ! Et je vous le dis avec la foi du charbonnier chevillée au corps, nous sommes sur la bonne voie. Nous sommes de plus en plus nombreux à nous tourner vers la France. Pas seulement pour suivre les débats politiques à la télévision qui, soit dit en passant, sont d'une autre tenue que les échanges glaciaux et soporifiques de nos édiles, mais parce que d'instinct nous sentons bien que notre avenir sera bien meilleur si nous mettons le cap au sud. Si nous avons été les premiers à avoir osé le dire, d'autres nous suivent à présent et je m'en réjouis.

De langue et de culture française c'est avec une fierté et une émotion à chaque fois renouvelée que je vous dis :

Vive la Wallonie, vive la République et vive la France ! »

Paul-Henry GENDEBIEN, président du R.W.F. (1^{er} candidat au Sénat) :

« Je voudrais adresser une recommandation aux Wallons et aux Bruxellois : Ne nous trompons jamais d'adversaire. Bien sûr, nous dénonçons la domination de la Flandre et l'insupportable arrogance des Leterme et autres dirigeants flamingants.

Certes... MAIS n'oublions surtout pas que l'adversaire numéro un, c'est l'ETAT BELGE, cet Etat qui est lui-même une véritable histoire belge grandeur nature, un Etat introuvable, un Etat impossible, un Etat qui a inventé lui-même et provoqué le conflit interne qui finira

par en avoir raison. Un Etat qui a froidement laissé tomber la Wallonie quand elle allait vers la désindustrialisation. Un Etat qui nous adresse des sommations qu'il présente comme les conditions de sa propre survie.

Cet Etat doit sortir de nos têtes et de nos cœurs, car il ne peut plus rien produire de bon pour nous et pour nos enfants... »

ECHOS DE FLANDRE

Les éditorialistes flamands prédisent des lendemains difficiles au formateur du prochain gouvernement. Commentaires à chaud le 11 juin dernier.

Peter Vandermeersch dans le **Standaard** :

«*Hier, Yves Leterme a pu fêter avec assurance la victoire. A partir d'aujourd'hui, il est l'homme qui se trouve confronté au plus grand problème politique. Il doit maintenant concrétiser les attentes de sa population : une meilleure gouvernance, un agenda pour la justice, une nouvelle avancée dans la réforme de l'Etat. C'est pour cela qu'il a reçu un mandat clair de l'électeur. Les résultats l'ont rendu rien moins qu'incontournable, lui et son parti.* » Un parti où, soit dit en passant, des hommes comme les frères Van Rompuy, Luc Vandenbranden et Johan Sauwens, tous assoiffés de revanche, tiennent le haut du pavé. Sans compter les candidats de la NV-A qui ont réalisé des scores étonnants sur la liste du Vlaams Kartel, ce qui permet au CD&V de rester le plus grand parti de Flandre.

Peter De Backer dans **Het Nieuwsblad** : «*Tout l'édifice de Guy Verhofstadt est réduit en poussière. Mais ce ne sont pas les libéraux mais bien les socialistes qui sont dans les cordes après l'uppercut de droite de l'électeur flamand. (...) Yves Leterme est même plus populaire que Steve Stevaert à son sommet. Les cartes pour former un gouvernement sont difficiles. S'il réussit à mener la formation à bonnes fins, il aura le droit d'entrer au 16 rue de la Loi : il aurait déjà donné la preuve qu'il possède la stature d'un grand homme d'Etat.* »

«*Les vainqueurs flamands du CD&V veulent une «réforme moderne de l'Etat», quoi que cela puisse signifier*», écrit Luc Van Der Kelen dans le **Laatste Nieuws**.

«*Leterme a évité hier dans son discours de remerciement toute allusion politique*», remarque Frank Demets dans le **Tijd**. «*Sauf quand il s'est référé, à trois reprises, à son programme de réforme de l'Etat.*

Une réforme de l'Etat socio-économique qui, entre autres, scinderait le marché de l'emploi, est déjà inscrite tout en haut de l'agenda du cartel CD&V-N-VA. »

ECHOS DE FRANCE ET DU QUEBEC

«Aujourd'hui, une majorité flamande réclame de nouvelles compétences, par exemple dans le domaine de l'emploi, de la fiscalité, de la politique salariale. Les francophones voient dans ces revendications le prélude au détricotage de la Sécurité sociale. Si celle-ci était scindée, le niveau de vie chuterait brutalement en Wallonie, qui connaît des taux de chômage et de pauvreté largement supérieurs à ceux de la Flandre, en situation de plein-emploi.

Les partis francophones sont divisés. Certains ont accepté le principe d'une nouvelle révision de la Constitution, d'autres s'y opposent farouchement, soulignant le risque qu'il y aurait à ouvrir une nouvelle phase de négociation. (...)

Les rattachistes n'ont pas ces pudeurs : «Pour la Wallonie, le fédéralisme est un échec politique et économique. Il est donc grand temps de nous tourner vers la France», expliquait encore récemment Paul Henry-Gendebien à l'hebdomadaire belge Le Vif/L'Express. »

Le Monde, 7.6.2007.

«Le temps du changement est venu», a lancé ce dernier (ndlr : Leterme) à l'adresse de ses partisans, alors que se poursuivait le dépouillement des bulletins. À la différence d'un Verhofstadt penchant pour l'unité entre les six millions d'habitants de Flandre et les 4,5 millions d'autres de Wallonie, M. Leterme a immédiatement appelé à des changements constitutionnels pour accorder davantage d'autonomie aux différents groupes linguistiques. » **Le Débat**, 10.6.2007 (Québec).

«La Flandre ne veut plus de la Belgique fédérale. Elle l'a clairement dit en votant massivement, dimanche, à l'occasion des élections législatives, pour des partis plus ou moins ouvertement séparatistes qui tous prônent un dépeçage supplémentaire de l'Etat fédéral au profit des régions. (...)

Très symboliquement, le ministre président de la région flamande et président du CD&V, Yves Leterme, qui sera sans doute le prochain Premier ministre, a fêté sa victoire entouré de ses

partisans qui brandissaient le drapeau flamand, un lion noir sur fond jaune. Sans aucun drapeau belge (noir-jaune-rouge) à l'horizon. »

Libération, 12.6.2007.

«Leterme à la tête d'un «accident de l'histoire».

«Pour le probable Premier ministre, les intérêts de la Flandre priment sur la Belgique», titre encore Libération le 12 juin.

«Les francophones savent qu'ils ont tout à redouter de cet homme volontaire, froid, distant, dont les sourires sont aussi rares que les bons mots. Et qu'il ne fait qu'exprimer ce que pense la quasi-totalité des Flamands : Bruxelles, pourtant capitale de la Flandre, et surtout la Wallonie coûtent cher. Alors que le Sud a été incapable de se réformer, la Flandre aligne les succès économiques et culturels. Les électeurs flamands attendent que le futur Premier ministre les soulage de ce «boulet». Et il est homme de parole. »

Dans le même numéro, on pouvait lire un article intitulé *«Une Belgique en voie de disparition : forte poussée des partis séparatistes flamands aux législatives de dimanche. »*

*«Après la sévère défaite du parti au pouvoir, les consultations pour la formation d'une nouvelle coalition s'annoncent difficiles.» titre **Le Figaro** du 11.6.2007. «Dès l'annonce des résultats, Yves Leterme, un austère juriste de 46 ans, a confirmé qu'il œuvrerait à une «réforme de l'Etat» qui renforcerait les compétences économiques des trois régions belges (Flandre, Wallonie, Bruxelles) même si les francophones redoutent qu'elle constituerait un pas vers l'éclatement du royaume. L'évolution vers un certain degré de fédéralisme est au cœur des négociations en vue de la formation d'un nouveau gouvernement. Les partis en présence ayant des appréciations différentes sur le sujet. »*

Le 9 juin, le même Figaro avait publié un article intitulé *«Les querelles linguistiques minent la Belgique. »*. Il donnait force détails sur les tracasseries administratives et autres mesquineries infligées par les autorités flamandes aux habitants francophones des communes de la périphérie, allant jusqu'à parler *«d'épuration linguistique»!* On le voit, la question belge s'internationalise et c'est tant mieux pour notre cause.





Un Congrès réussi le 19 mai dernier

A la tribune, on distingue de gauche à droite :

J.P. Conrardy, J. Holsbecks, L. Brogniet, Liliane Dehaybe, P.H. Gendebien, Freddy Wattiez, Nathalie Tramasure-Tollebeck et Ph. Lenaerts.

Le RWF a besoin de vous !

Nous ne recevons pas un centime des pouvoirs publics pour le fonctionnement du parti ou pour les campagnes électorales. Nous lançons donc un appel : **(ré)affiliez-vous** via le compte RWF **000-0700633-02** (20 euros et 10 euros pour les retraités, chômeurs et étudiants ou membres d'une même famille). La campagne électorale, la cinquième en huit ans, a coûté cher ! Votre cotisation servira, entre autres, à couvrir les frais du périodique que vous tenez en main, des affiches et des tracts.

Versez également vos dons au «Fonds de combat» :
000-3254198-42.